



## **PANORAMA DE PRESSE**

28/06/2010

**CGT**

## Sommaire

### Actualité en régions (1 Document)

**20 Minutes - 28/06/2010 - [A SAINT-PRIEST, DES CHÔMEURS METTENT LEURS CV SUR DES SETS DE TABLE](#)** (390 mots)

C'est une idée anticrise simple, pas chère et efficace : imprimer des CV de demandeurs d'emplois sur des sets de table. Ils sont caristes, agents d'entretien, secrétaires, paysagistes. Galèrent pour ...

### Actualité sociale (3 Documents)

**Le Figaro (matin) - 26/06/2010 - [Le climat se tend avec les fonctionnaires](#)** (595 mots)

GOVERNEMENT À peu de chose près, la réunion entre Éric Woerth et les syndicats de fonctionnaires, hier matin, a tourné au dialogue façon Marchais-Duhamel : « C'était peut-être pas votre question, ...

**Le Monde - 27/06/2010 - [" Il faut remplacer la dépense publique par le travail "](#)**

(1965 mots)

ENTRETIEN La rigueur ? Alors que le gouvernement peine à s'approprier le terme, Jean-François Copé le revendique. Le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale va jusqu'à suggérer au gouvernement...

**LE JOURNAL DU DIMANCHE - 27/06/2010 - [Parisot, les petits secrets d'une réélection](#)** (908 mots)

LA SCÈNE se passe en janvier au domicile parisien d'un grand patron. En toute discrétion, ce PDG reçoit à déjeuner Laurence Parisot. Il fallait éviter d'être vus dans un restaurant en ville. C'est l'...

### Protection sociale (8 Documents)

**L'Humanité - 26/06/2010 - [Fillon refuse d'entendre le message des manifestants](#)**

(761 mots)

Après le chef de l'état, le premier ministre affiche son mépris pour la colère exprimée jeudi par plus de deux millions de salariés contre le projet de réforme des retraites. Les syndicats se montrent prêts à relever le défi. Réunion de l'intersyndicale, rejointe par FO, mardi.

**Le Monde - 26/06/2010 - [François Fillon est désormais en première ligne](#)** (982 mots)

UNE CONFÉRENCE de presse à Matignon sur les retraites et les déficits publics. L'événement n'est pas banal tant on s'était habitué à l'effacement du premier ministre. Vendredi 25 juin, devant les jou...

**Libération - 28/06/2010 - [Le bon soldat des retraites soutenu par Sarkozy](#)** (566 mots)

C'est « totalement » et « complètement » que Nicolas Sarkozy soutient Eric Woerth. « Si vous me posez la question demain matin, je vous ferai la même réponse », insistait samedi le chef de l'Etat, visiblement...

**L'Humanité - 26/06/2010 - [« Pas de trêve pendant l'été »](#)** (532 mots)

Éric Aubin, dirigeant de la CGT en charge des retraites, explique comment le syndicat compte maintenir la pression sur le gouvernement jusqu'à la rentrée.

**La Tribune - 26/06/2010 - [« Une manifestation réussie, c'est évident »](#)** (1387 mots)

Au lendemain des manifestations du 24 juin, qui ont réuni entre 800.000 et 1,9 million de personnes dans toute la France, le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly a déclaré sur i-Télé : « Il y avait une manifestation hier qui était réussie, c'est évident. » Décryptage.

**Le Monde - 26/06/2010 - [Les hypothèques de la croissance et du chômage](#)** (618 mots)

Il n'y a pas de magie en matière de retraites ", assurait Eric Woerth, le 16 juin, en présentant le projet de réforme du gouvernement. Le ministre du travail parle d'or. Mais il aurait pu ajouter qu'...

**Les Echos - 28/06/2010 - [Seniors : l'aide à l'embauche devrait être assortie d'une obligation d'emploi de deux ans](#)** (462 mots)

Christine Lagarde a indiqué que le budget de l'Emploi serait concerné par le rabot de 5 % sur les dépenses d'intervention en 2011.

**Marianne - 26/06/2010 - [Retraites : le second front](#)** (376 mots)

C'est fou ce qu'un bon calendrier peut arranger un gouvernement. En effet, même si les manifestations syndicales contre la réforme des retraites ont fait le plein le 24 juin, Nicolas Sarkozy est assu...

## **Europe et international (1 Document)**

**Le Monde - 26/06/2010 - [Les Européens se mobilisent contre la rigueur](#)** (901 mots)

A l'exception de la Grande-Bretagne, où le plan de rigueur est perçu comme juste, les opinions publiques européennes manifestent jour après jour leur mécontentement. Allemagne Les mesures d'économie f...

## **Actualité en régions**



**Edition de Lyon**

**Lundi 28 Juin 2010**

**GRAND LYON**

**INITIATIVE**

## **A SAINT-PRIEST, DES CHÔMEURS METTENT LEURS CV SUR DES SETS DE TABLE**

**C'est une idée anticrise simple, pas chère et efficace : imprimer des CV de** demandeurs d'emplois sur des sets de table. Ils sont caristes, agents d'entretien, secrétaires, paysagistes. Galèrent pour trouver du travail. En moins d'un an, 44 chômeurs de Saint-Priest ont ainsi diffusé leur candidature, d'abord à la cafétéria du pôle technologique (600 entreprises) et, depuis début juin, dans quatre restaurants de la commune.

**« C'était une façon de ne pas rester les bras ballants devant la crise et les discours négatifs. »**

Résultat : 27 ont repris une activité, dont 3 en CDI, 11 en CDD de plus de six mois, les autres en missions d'intérim, contrats en alternance ou formation. L'opération « L'Emploi vient en mangeant », qui n'a coûté que 3 300 euros, avait été lancée en septembre dernier, dans une « époque de grande morosité », se souvient Philippe Nicolino, l'adjoint à la mairie (PS) en charge du Développement économique. « C'était une façon de ne pas rester les bras ballants devant la crise et les discours négatifs. On n'avait rien à perdre », ajoute-t-il.

### **Compétences locales**

Saint-Priest affiche un taux de chômage de 12 %, supérieur à la moyenne de l'agglomération, et compte plus de 500 chômeurs en difficulté, suivis dans le cadre du Plan local pour l'insertion et l'emploi (Plie). C'est parmi eux qu'ont été choisis les 44 candidats mis en avant sur les sets de table, avec leur contact et celui du service - gratuit - d'aide au recrutement. « Il s'agissait de montrer aux entreprises qu'elles peuvent trouver localement des compétences et des ressources », explique Carole Auburger, chef de projet Plie. Il y a quelques jours, Sylvie, 54 ans, en recherche d'emploi depuis près d'un an, a reçu un appel d'un recruteur qui avait découvert son CV en déjeunant au restaurant Le Central. « Il avait trouvé la démarche originale », dit-elle. Elle vient de passer un entretien pour un poste de logisticienne. Elle attend la réponse. Elle non plus n'a rien à perdre.

**Sur 44 chômeurs, 27 ont repris une activité depuis le début de l'opération.**

**SANDRINE BOUCHER**

## **Actualité sociale**

Samedi 26 Juin 2010

**France****Le climat se tend avec les fonctionnaires****François Fillon a annoncé que la hausse de salaire prévue en juillet devrait avoir lieu. Mais le « contexte financier » rend la suite incertaine.****GOUVERNEMENT**

À peu de chose près, la réunion entre Éric Woerth et les syndicats de fonctionnaires, hier matin, a tourné au dialogue façon Marchais-Duhamel

: « *C'était peut-être pas votre question, oui mais c'est ma réponse...* » Les représentants des huit fédérations de la fonction publique ont demandé à leur ministre de tutelle si l'augmentation de 0,5 % du point d'indice, promise il y a deux ans par le même Éric Woerth, aurait bien lieu le 1<sup>er</sup> juillet prochain. Celui-ci n'a pas répondu, s'en tenant à l'ordre du jour prévu - un bilan de l'évolution du pouvoir d'achat des agents au cours de l'année passée. Les syndicats ont tous quitté la séance, une demi-heure à peine après son ouverture.

Le ministre du Travail et de la Fonction publique a, en réalité, assuré que les arbitrages n'étaient pas rendus, ironisant sur le fait qu'il semblait « *beaucoup plus compliqué de se mettre d'accord au gouvernement qu'entre organisations syndicales* » ... Il a renvoyé la réponse au prochain rendez-vous, qui pourrait avoir lieu mardi matin.

**Un moindre mal**

Quelques minutes plus tard pourtant, à Matignon, le premier ministre a semblé rassurant pour les fonctionnaires : « *Cet engagement n'est pas remis en cause* », a déclaré François Fillon. Avant de préciser : « *Il suffit que tout le monde veuille bien s'asseoir autour de la table pour en discuter, parce qu'il y a d'autres sujets, et à ce moment-là l'engagement sera respecté.* » De quoi accréditer un scénario proche de celui évoqué en début de semaine par *Les Échos* : promesse tenue en 2010 sur la hausse du point d'indice, mais gel du point d'indice ensuite, en 2011, 2012 et 2013.

François Fillon a d'ailleurs repris à son compte les arguments utilisés dès mardi par le secrétaire d'État à la Fonction publique, Georges Tron. D'abord, « *nous n'avons pas proposé de baisse des rémunérations des fonctionnaires* », contrairement à d'autres pays européens, qui connaissent le même « *contexte financier* » que la France. Façon de dire qu'un gel du point d'indice serait un moindre mal... Ensuite, le pouvoir d'achat des fonctionnaires a

progressé de 3,6 % l'an dernier, si l'on tient compte des effets de l'ancienneté, des promotions ou des revalorisations accordées à certaines catégories d'agents. Un vieux débat : les syndicats, eux, ne prennent en compte que le point d'indice dans leurs calculs, car il bénéficie à tous les agents.

Ces syndicats - unis pour la première fois depuis longtemps - ont en tout cas exprimé leur mauvaise humeur à l'issue de la réunion d'hier. « *Le ministre a agité tous les chiffons rouges* », s'est agacée Élisabeth David (Unsa). Tandis que Jean-Marc Canon (CGT) prévenait : « *La page des salaires ne sera pas tournée pendant l'été* ». Dans l'immédiat, les huit fédérations de fonctionnaires devraient boycotter une réunion, prévue lundi, préparatoire à l'examen du projet de loi « retraites » par le Conseil supérieur de la fonction publique.

Les syndicats ont tous quitté la réunion avec Éric Woerth, une demi-heure après son ouverture

**Olivier Auguste**

# Le Monde

Dimanche 27 Juin 2010

## Politique

### " Il faut remplacer la dépense publique par le travail "

ENTRETIEN

La rigueur ? Alors que le gouvernement peine à s'approprier le terme, Jean-François Copé le revendique. Le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale va jusqu'à suggérer au gouvernement les coupes à opérer dans le budget de l'Etat et des collectivités locales. Pour préserver le modèle européen, il faut " *changer de logique, remplacer la dépense publique par le travail* ", plaide l'animateur du club Génération France.fr, qui entend prendre toute sa part dans le débat présidentiel de 2012.

#### **Ça y est, on est de plain-pied dans la rigueur ?**

Oui, on y est. La crise grecque a servi de révélateur brutal. C'est comme si l'addition de trente années de petites reculades et de petites lâchetés arrivait sur la table et commandait d'être réglée immédiatement. Trente années durant lesquelles des décideurs publics en charge de l'Etat, de la Sécurité sociale et des collectivités locales n'ont jamais eu le courage de dire non. Non aux ronds-points routiers qu'on ne pouvait différer, non aux médicaments qu'on n'osait pas dérembourser alors même que leur inefficacité était avérée, non aux aides économiques et sociales dont on n'osait pas contrôler l'efficacité. La crise grecque l'a montré de façon caricaturale : on ne peut plus financer exclusivement notre modèle sur la dépense publique et sur la dette. Il faut dire stop !

#### **Ne noircissez-vous pas le tableau ?**

La vérité commande d'appeler les choses par leur nom. Je revendique d'avoir été le premier à dire qu'il fallait une politique de rigueur. Tous les pays sont en train de prendre des décisions courageuses. On ne peut

pas faire comme si la crise que traverse l'Europe allait épargner la France.

#### **Dans quelles dépenses faut-il couper ?**

Je suis partisan d'un rabot généralisé sur les budgets de fonctionnement de tous les ministères et organismes dépendant de l'Etat. Comme chez beaucoup de nos voisins européens, il faudrait envisager une baisse de 10 % en confiant à chaque ministre le soin d'identifier les sources d'économies qui ne freinent pas la croissance.

Le rabot doit aussi concerner les niches fiscales : nous pouvons économiser 10 milliards d'euros d'ici à 2013, dont 5 dès 2011.

Les collectivités locales doivent aussi s'y mettre. Je préconise un bonus-malus sur la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat. Les collectivités qui réduisent leurs dépenses seraient encouragées. A l'inverse, celles qui ne voudraient pas comprendre qu'on a changé d'époque seraient moins bien dotées.

#### **Et la niche Copé sur certaines plus-values d'entreprises, allez-vous y toucher ?**

Mais bien sûr. Il n'y a pas de vache sacrée. Toutes les niches fiscales doivent être concernées.

#### **En coupant dans les dépenses que cherchez-vous ? A en finir avec l'Etat-providence ?**

Bien au contraire. Le modèle européen est unique au monde. C'est en Europe qu'on est le mieux soigné, le mieux éduqué, le mieux logé, qu'on a la meilleure qualité de vie. Pour préserver ce modèle, il faut changer de logique. Remplacer la dépense publique par le travail, aller chercher la croissance par l'investissement et l'exportation au lieu de tout faire reposer sur la

consommation. J'entends les critiques sur le modèle économique allemand qui a déjà fait ce choix. Elles sont injustes. C'est à notre tour de faire les réformes structurelles que nos voisins ont eu le courage de conduire sous Schröder puis sous Merkel. Il est impératif de faire converger nos modèles.

#### **Ce n'est pas très populaire.**

Les Français attendent qu'on leur dise la vérité. Ils sont dans une colère légitime quand ils entendent qu'ils vont devoir travailler plus longtemps alors qu'on leur a fait croire le contraire depuis 1981. Ils sont préoccupés par la situation économique et sociale, très inquiets pour leur avenir. Ils sentent qu'on est en train de changer d'époque. Il faut leur expliquer où on va et comment on peut y arriver ensemble, sans laisser personne au bord du chemin.

#### **N'est-ce pas de la provocation de vanter la valeur travail alors que les entreprises licencient ?**

Elles licencient parce que notre économie perd en compétitivité année après année ! Travailler plus est vital mais il faut deux préalables. D'abord, travailler mieux : c'est un sujet encore balbutiant alors qu'il est absolument majeur. C'est le thème du forum que j'organise avec Génération France.fr lundi 28 juin. Ensuite, abaisser le coût du travail assez fortement. Si l'on supprimait la cotisation maladie des salariés, qui est de 0,75 %, et qu'on baissait la cotisation patronale de 2,8 points, cela ferait 16 milliards d'euros de prélèvements en moins sur le travail. On transférerait cette charge sur la CSG, qui fusionnée à l'impôt sur le revenu, aboutirait à un système de prélèvement à assiette large et à taux progressif.

**Vous prônez le " travaillez mieux " mais vous refusez obstinément le**



**projet de loi sur le dialogue social dans les très petites entreprises. Pourquoi ?** Qu'il y ait une réflexion à mener sur la représentativité syndicale, sur un financement de l'Etat pour les syndicats par exemple, d'accord. Mais ce n'est pas ce qu'on nous propose. Je trouve saugrenue l'idée d'introduire, alors que ni les salariés ni les entrepreneurs sur le terrain ne le demandent, des comités territoriaux composés de représentants syndicaux et patronaux dont la seule mission serait de contrôler le dialogue social dans les très petites entreprises de moins de dix salariés.

**Que vous a dit François Fillon ?** Il m'a dit : " J'inscris quand même. " Je lui ai répondu que je voterai non à cette disposition. A mon grand regret. Ce sera la première fois depuis trois ans que je serai amené à voter contre une disposition gouvernementale.

**Pour faire accepter la rigueur, les politiques ne doivent-ils pas montrer l'exemple ?**

Oui à l'exemplarité. Non à la démagogie. Sinon, c'est la démocratie qu'on piétine. Christine Boutin aurait dû renoncer à sa retraite plutôt que de poursuivre sa mission sans être rémunérée. Il faut remettre les choses à l'endroit. De la même manière, si l'on devait baisser les salaires des fonctionnaires dans le pays, ce serait logique de baisser celui des ministres et des députés. Mais on n'est pas dans cette logique. Je ne souscrirai pas au populisme ambiant car c'est au détriment de la démocratie.

**Soutenez-vous Eric Woerth ?** Oui, absolument. On utilise contre lui la vieille technique de l'amalgame. On accole des noms, des faits, et à partir de ces noms et de ces faits, on insinue un scénario. C'est la victoire de la rumeur, c'est sordide.

**N'a-t-il pas été imprudent ?** Qu'est-ce que ça veut dire ? Chaque nouveau ministre va-t-il devoir dire à son conjoint d'arrêter de travailler parce qu'il a fait une belle carrière,

qu'il a des responsabilités et que cela pourrait être compromettant ? Et qu'est-ce qu'on fait demain pour les frères, les soeurs de ministres ? La vigilance est nécessaire, mais il faut sortir de la suspicion généralisée.

**Entre intérêts privés et publics, ne faut-il pas plus d'étanchéité.**

Le principe de la démocratie, c'est que chaque citoyen qui le souhaite puisse s'engager au service de son pays. C'est très bien que des personnes venant du privé s'engagent en politique. Un entrepreneur qui fait de la politique a un regard différent. Si on considère que seul le " public " doit faire de la politique, alors seuls les fonctionnaires seront éligibles ! Or, après tout, on pourrait aussi reprocher une confusion des genres entre le politique et l'administratif.

**Ce climat pesant n'hypothèque-t-il pas l'échéance de 2012 ?**

Nous sommes en 2010. En deux ans, il peut se passer mille choses. Du côté du PS, on est très bon pour injurier, beaucoup moins pour assumer une politique alternative. Le PS a dit que, s'il arrivait au pouvoir, il reviendrait à la retraite à 60 ans : autant proposer le suicide du pays tout de suite !

**Dominique de Villepin vous a cité dans son discours du 19 juin.**

Cela m'a touché. J'ai été un ministre du budget heureux lorsque Dominique de Villepin était premier ministre. Il m'a fait une confiance totale. On a fait une réforme fiscale. Je suis quelqu'un de fidèle en amitié. Je n'oublie pas cette période très heureuse de ma vie politique. Ensuite, je l'ai dit très clairement : jamais je n'irai à l'encontre d'une personnalité qui souhaite être candidate à la présidence de la République. J'ai trop de respect pour cet engagement. Je dis juste, pour ce qui me concerne, que je souhaite que cela ne fasse pas perdre notre camp.

**Avez-vous monté votre club Génération France.fr pour participer au débat de 2012 ou pour prendre date pour 2017 ?**

Génération France participe au débat politique depuis 2006. Je l'ai créé parce que la démocratie française est en train d'évoluer, sur ce point-là en tout cas, comme la démocratie américaine. Les partis politiques sont de plus en plus des machines à campagne électorale et de moins en moins des lieux de débat. Il faut donc, comme cela se fait aux Etats-Unis, des clubs à l'indépendance d'esprit beaucoup plus importante, qui sollicitent des personnalités de tous bords et de toutes sensibilités pour apporter des idées nouvelles au service de notre candidat.

C'est dans cet esprit que je souhaite faire de Génération France le premier club de débats à droite. 2017, c'est dans sept ans, on verra bien. Aujourd'hui, j'ai dit à Nicolas Sarkozy que je voulais mettre ce club, ses 100 antennes locales, ses 5 000 membres et sa capacité de propositions au service de sa campagne électorale. Nous lui remettons au premier semestre de 2011 une plate-forme complète.

**Quel positionnement la droite doit-elle choisir en 2012 ?**

Ce que veulent les Français, ce sont des perspectives, J'en vois trois qui, à mes yeux, vont structurer le débat présidentiel. Le courage - c'est-à-dire le travail et la baisse des dépenses publiques. Le rassemblement - nous ne pouvons plus continuer à vivre dans une telle société de méfiance. Et l'ouverture au monde. La France n'est pas une île. Il faut accepter de comprendre ce qui se passe ailleurs et en tirer le meilleur bénéfice pour notre modèle. Ces trois mots-là n'ont jamais été produits en tant que tel dans un programme politique, alors qu'ils sont structurants pour entrer dans le XXIe siècle.

**Propos recueillis par Françoise Fressoz, Claire Guélaud et Patrick Roger**

# Le Journal du Dimanche

Dimanche 27 Juin 2010

**Economie**

**Patronat**

## Parisot, les petits secrets d'une réélection

**La présidente du Medef sera reconduite jeudi. Cet hiver, elle était pourtant attaquée de toutes parts**

**LA SCÈNE**se passe en janvier au domicile parisien d'un grand patron. En toute discrétion, ce PDG reçoit à déjeuner Laurence Parisot. Il fallait éviter d'être vus dans un restaurant en ville. C'est l'épouse qui fait le service. Au moment du dessert, notre homme lance à la présidente du Medef : « Tu m'as dit l'an dernier, dans ton bureau, que tu étais lasse et que je ferais un bon successeur. Soutiendras-tu ma candidature ? » Eberluée, Laurence Parisot rétorque qu'elle sera, au contraire, candidate à sa propre succession. Elle l'a toujours dit et n'a aucun souvenir de cette prétendue conversation ! Son hôte insiste... En retournant à sa voiture, Laurence Parisot s'empresse d'appeler plusieurs proches pour leur raconter cette histoire qui la trouble. « Ils veulent te déstabiliser, te faire craquer psychologiquement », lui répond un ami, dirigeant d'une multinationale française.

Jeudi, l'assemblée générale du Medef élira Laurence Parisot, 50 ans, pour un second mandat de trois ans à la tête de l'organisation patronale. Le conseil exécutif s'est prononcé à l'unanimité en sa faveur. Il n'y a pas d'autre candidat. Pourtant, une étrange campagne avait bien eu lieu il y a six mois, agitant les fédérations professionnelles, une partie du CAC 40 et jusqu'à la présidence de la République. Denis Kessler ( Scor ), le plus critique d'entre tous envers Laurence Parisot, mais aussi Xavier Fontanet ( Essilor ), Geoffroy Roux de Bézieux ( Virgin Mobile ), Pierre Gattaz ( Radiall ) ont testé leurs chances.

### **La vacherie d'Alain Minc**

Au creux de l'hiver, ils ont tous l'espoir de la déloger. La patronne des patrons essuie une salve de critiques sur sa gouvernance : le directeur général Jean-Charles Simon a démissionné, la fédération de l'agroalimentaire ( Ania ) fait sécession et ses procès contre d'anciens dirigeants du Medef tournent mal... Signe que les soucis pèsent lourd, Laurence Parisot fait appel au consultant Paul Boury, fin connaisseur des milieux politiques, pour déminer le terrain. Elle dit n'avoir jamais douté de ses soutiens historiques, au premier rang hier Claude Bébéar, fondateur d'AXA, ou surtout Michel Pébereau, président de BNP Paribas. D'autres murmurent que ce dernier ne répondait plus aussi vite au téléphone cet hiver...

D'insistantes rumeurs la disent en fin de règne. Fin décembre, une vacherie d'Alain Minc les ravive. Le conseiller officieux de Nicolas Sarkozy ( et de nombreux industriels ) déclare au *Parisien* : « S'il y avait un dixième du talent de l'état-major de la CGT au Medef, les choses iraient mieux... » L'horloger du microcosme avait-il sonné l'heure de la relève ou joué son propre tic-tac ? « On s'imagine toujours qu'il parle pour Sarkozy ou pour l'un de ses clients. Mais il s'agit souvent de réflexions personnelles », minimise l'un des « parrains » du capitalisme français.

L'entourage du chef de l'Etat est partagé. Mais une voix s'impose. « Raymond Soubie s'est dit prêt à la soutenir si elle tenait bon », raconte l'un des interlocuteurs du Château. Le conseiller social du président de la République fut aussi sollicité par certains opposants, soucieux de savoir s'ils plaisaient ou pas en haut lieu...

### **Maurice Lévy siffle la fin de la partie**

Surtout, la puissante fédération de la métallurgie, l'UIMM, se résout début mars à passer son tour. Elle n'a personne à adouber. Le faiseur de rois du Medef a bien expertisé la candidature Roux de Bézieux, sans conviction. « Mais qu'allez-vous bien pouvoir dire pour critiquer Laurence ? », l'a provoqué Ernest-Antoine Seillière. Divine surprise, la présidente du Medef a rendu à la métallurgie ses mandats historiques de négociation sociale, confisqués après l'affaire de la caisse noire. Il n'en fallait pas plus, semble-t-il, pour combler l'UIMM. Il n'y a eu aucun deal, assure-t-on !

Maurice Lévy, fraîchement installé à la présidence de la discrète Association française des entreprises privées ( Afep ), décide de siffler la fin de la partie. « Il y avait beaucoup d'attaques contre Laurence Parisot, elles m'ont semblé injustes et infondées. Présider le Medef est une tâche quasi impossible, surtout dans une période où les grands patrons se mobilisent si peu sur les grands sujets », explique-t-il au JDD. Le PDG de Publicis le fait savoir publiquement mi-avril. Pour le patronat, c'est le signe que la messe est dite.



**Laurence Parisot avec Frédéric Saint-Geours, patron de l'UIMM lors d'une université d'été du Medef.** Sans l'appui de la métallurgie, de l'Afep ou de l'Elysée, les opposants n'avaient aucune chance. Il leur aurait fallu partir à la conquête des Medef territoriaux, peuplés de patrons de PME, que Laurence Parisot a rencontrés lors de 40 déplacements provinciaux depuis novembre. Leurs voix ouvrent les clés de la maison patronale. Ils voteront pour elle sans états d'âme. Les « amis » du CAC 40 attendront trois ans.

**Nicolas Prissette**

## **Protection sociale**

Samedi 26 Juin 2010

## Cuisine

### Fillon refuse d'entendre le message des manifestants

**Après le chef de l'état, le premier ministre affiche son mépris pour la colère exprimée jeudi par plus de deux millions de salariés contre le projet de réforme des retraites. Les syndicats se montrent prêts à relever le défi. Réunion de l'intersyndicale, rejointe par FO, mardi.**

Le mépris en guise de politique. Jeudi, déjà, le chef de l'état s'était illustré dans cet exercice. Ce jour-là, selon l'estimation de la CGT, prenant en compte le 1,9 million de manifestants recensés dans 201 cortèges et les milliers d'arrêts de travail, « c'est largement plus de 2 millions de personnes qui ont, d'une manière ou d'une autre », exprimé leur rejet du projet de réforme des retraites. Mobilisation exceptionnelle à quelques jours seulement des congés d'été, et qui, contrairement aux dires des commentateurs de droite, n'a pas seulement touché les services publics, mais aussi de très nombreuses entreprises privées.

le bras d'honneur invisible aux manifestants

Ce jour-là, donc, Nicolas Sarkozy a préféré se pencher sur les bobos à l'âme de l'équipe de France de football en recevant à l'Élysée un joueur multimillionnaire promis, lui, à une retraite dorée à trente et quelques années. Une « espèce de bras d'honneur invisible fait aux manifestants », commentait, hier, le leader de la CFDT, François Chérèque.

Jeudi soir, cela continuait, par la voix du ministre du Travail qui, selon une formule désormais rituelle, prétendait « écouter les personnes qui ont défilé », avant d'affirmer que la mobilisation « ne change évidemment rien à la volonté du gouvernement » d'augmenter l'âge légal du départ en retraite. Et hier

matin, c'est le premier ministre qui jouait la même partition : « Le gouvernement comprend les inquiétudes », mais, ajoute François Fillon, en forme de fin de non-recevoir, « aucune mobilisation ne réglera le problème démographique que pose la question des retraites ». Une sorte d'insulte à l'intelligence des Français qui, au grand dam du sieur Fillon, ont bien compris que, fondamentalement, dans l'affaire des retraites, la démographie n'était pas en cause, mais bien davantage une très injuste répartition des richesses. Le sentiment d'injustice était précisément le ressort profond de la démonstration populaire de jeudi. Devant l'apparente surdité du pouvoir politique, le secrétaire général de la CGT mettait en garde, hier. « Si le gouvernement et le chef de l'état font comme s'il ne s'était rien passé, s'ils jouent les apprentis sorciers compte tenu du mécontentement qui existe sur ce projet de loi (...), il ne faudra pas s'étonner que le conflit prenne une autre intensité à la rentrée », déclarait Bernard Thibault, sur LCI. Forte du succès de la mobilisation, la CGT juge que l'actuel projet de loi devrait être retiré de l'ordre du jour du Conseil des ministres du 13 juillet. « Cette revendication doit être portée sur chaque lieu de travail », demande la confédération. Détermination semblable à la FSU : « Le gouvernement doit entendre la contestation et retirer son projet ! » Et chez François Chérèque : « Il faut

que le gouvernement réécrive cette réforme. » Réagissant aux propos d'Éric Woerth qui avait jugé la mobilisation de jeudi « assez forte » mais « légèrement plus faible qu'en 2003 » contre la loi Fillon, le numéro un de la CFDT a répondu : « Ce type de provocation nous met au défi. Eh bien, on fera mieux qu'en 2003 et on sera plus nombreux à la rentrée. » D'ici là, l'intersyndicale, qui se réunit mardi pour envisager les suites à donner au mouvement, aura gagné des forces, FO ayant annoncé qu'elle la rejoindrait. Quoi que décide le gouvernement le 13 juillet, l'été, pour les syndicats comme pour les partis de gauche, ne devrait pas être synonyme de trêve. « Les communistes seront mobilisés tout l'été pour faire grandir encore le front de riposte à la casse des retraites », promettait hier Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, qui conduira, lundi, une délégation du CSA pour réclamer l'organisation d'un véritable « débat national » sur le sujet. Contrairement à ce qu'affirmait une fois de plus François Fillon hier (« on peut tourner le sujet dans tous les sens, faire miroiter » d'autres solutions, la « seule » mesure « véritablement efficace est le relèvement de l'âge de départ »), des alternatives sont sur la table, à l'exemple de la proposition de loi déposée récemment par les députés PCF et PG. ?

**Yves Housson**

# Le Monde

Samedi 26 Juin 2010

## Politique

### François Fillon est désormais en première ligne

UNE CONFÉRENCE de presse à Matignon sur les retraites et les déficits publics. L'événement n'est pas banal tant on s'était habitué à l'effacement du premier ministre. Vendredi 25 juin, devant les journalistes, François Fillon devait se livrer à un exercice de pédagogie. Ses ministres n'ont été avertis qu'au dernier moment. Le chef du gouvernement agit en patron qui reprend la main, pendant que M. Sarkozy est au G20, au Canada.

Il est vrai que, de tous côtés, les alertes montent : plusieurs membres du gouvernement ont été épinglés pour leur comportement peu vertueux. Quant à la capacité de la France à ramener ces déficits de 8 % du produit intérieur brut à 3 % en 2013, elle est mise en cause aussi bien par les organisations internationales, comme le FMI, que par la Cour des comptes, qui craint un emballement de la dette publique si le gouvernement ne muscle pas son plan de redressement. Celui qui avait osé dire, en 2007, que la " France est au bord de la faillite " sans que cela plaise à Nicolas Sarkozy est aujourd'hui en situation.

Les difficultés du ministre du travail, Eric Woerth, ne sont pas étrangères à la montée au créneau du premier ministre. L'image de celui qui portait jusqu'ici publiquement la réforme des retraites est atteinte par des soupçons de conflit d'intérêts, par épouse interposée, avec la milliardaire Liliane Bettencourt. Artisan de la réforme des retraites de 2003, François Fillon monte au créneau, au lendemain de la journée de mobilisation des syndicats avec la ferme intention de défendre celle de 2010, à laquelle il a contribué en

coulisse. Certes, des gestes seront faits à l'automne sur la pénibilité, les carrières longues, les polypensionnés, mais pas question de remettre en cause l'allongement de l'âge légal, qui est au cœur de la réforme. Travailler plus, sans augmenter les prélèvements sur le travail. Voilà le message.

" Sens politique affûté "

" *L'on peut dire ce qu'on veut de François Fillon, mais il a un sens politique affûté et sait maîtriser le timing* ", observe un ténor de l'UMP. Matignon partage un constat avec l'Elysée, qui lui a donné son feu vert pour la conférence de presse : les différentes affaires qui ont touché les ministres - les cigares de Christian Blanc, le permis de construire d'Alain Joyandet, la chambre d'hôtel de Rama Yade... - ont un effet délétère sur l'opinion et il est temps de reposer les problèmes de fond au premier plan. Et ce n'est pas M. Woerth, lui-même touché, qui est le mieux placé pour le faire. " *Eric a passé sa semaine à se défendre et le message qu'il peut délivrer maintenant est forcément brouillé* ", analyse un responsable de la majorité.

Les sondages sur les retraites, eux, estime-t-on au gouvernement, ne sont pas trop mauvais : 67 % des Français, selon une étude IFOP parue dans *Le Figaro* mardi, jugent que le gouvernement n'est " *pas juste dans ses choix* " sur les retraites, mais 58 % estiment " *acceptable* " le recul de deux ans de l'âge légal. Il ne faut pas laisser le " *travail de pédagogie* " réalisé s'effiloche.

S'il entend se faire davantage entendre, François Fillon a cependant

une marge d'annonces limitée. Les mesures destinées à renforcer l' " *exemplarité* " des ministres ne devraient être dévoilées qu'en début de semaine prochaine par l'Elysée. Quant aux arbitrages budgétaires, la plupart ne sont pas encore rendus. Les annonces n'auront lieu que le 6 juillet lors du débat d'orientation budgétaire.

S'il ne veut pas augmenter les prélèvements, comme il l'affirme, le gouvernement doit crédibiliser son plan de réduction de la dépense publique : 45 milliards d'euros de réduction sont annoncés sur trois ans, auxquels il convient de donner une réalité.

La question du gel du salaire des fonctionnaires se pose désormais clairement, alors que commencent, vendredi, à ce sujet, les négociations avec les syndicats. Toute la difficulté pour le gouvernement est d'expliquer en même temps qu'il ne veut pas écorner le pouvoir d'achat et menacer la reprise de la croissance en bridant trop la consommation.

#### Pierre Jaxel-Truer

Le chômage a augmenté de 0,8 % en mai

Le nombre de chômeurs inscrits à Pôle emploi en catégorie A

a progressé de 0,8 % en mai (+ 22 600), pour atteindre 2,699 millions, selon des statistiques publiées jeudi 24 juin. La catégorie A englobe les chômeurs cherchant tout type de contrat de travail et n'ayant pas travaillé dans le mois précédent leur inscription. La hausse de mai est la plus forte enregistrée depuis le début de l'année.

L'autre indicateur, la courbe des catégories A, B, C, qui regroupe l'ensemble des chômeurs tenus à des actes positifs de recherche d'emploi, qu'ils aient ou non exercé une activité réduite, a aussi progressé (+0,4 % en un mois). Et concerne 3,942 millions d'inscrits en métropole et 4,182

millions avec les départements d'outre-mer.

Effet direct de la crise, le chômage de longue durée progresse Plus d'un demandeur d'emploi sur trois pointe depuis un an ou plus, soit environ 30 % de plus qu'en 2009.

Compte tenu de la faible reprise de l'activité, les instituts de conjoncture ne prévoient pas de baisse du chômage avant 2011.

**Tous droits réservés : Le Monde**  
**BF9D732B87A06502553D1600AE0271B768E96400072164A6FEC1763**

Diff. 367 153 ex. (source OJD 2005)

[Retour Sommaire](#)



Lundi 28 Juin 2010

## Événement

# Le bon soldat des retraites soutenu par Sarkozy

**Austère et pragmatique, le ministre du Travail est plus défendu par l'Elysée que Boutin, Blanc ou Joyandet.**

C'est «*totale*ment» et «*complète*ment» que Nicolas Sarkozy soutient Eric Woerth. «*Si vous me posez la question demain matin, je vous ferai la même réponse*», insistait samedi le chef de l'Etat, visiblement pressé d'en finir avec cette affaire très embarrassante. Depuis dix jours, les dirigeants de la majorité martèlent le même message : le ministre du Travail n'a «*strictement rien*» à se reprocher.

L'exécutif prend soin de distinguer le cas Eric Woerth de celui des autres ministres ou ex-ministres mis en cause ces dernières semaines : Christine Boutin, sa mission et ses 17 500 euros par mois, Christian Blanc et ses cigares, Alain Joyandet et son permis de construire illégal... Des «*manquements*» inadmissibles, a tonné le Premier ministre, François Fillon. Mais le ministre du Travail, lui, ne saurait être mis en cause. Réputé Premier ministrable, c'est le bon soldat de Nicolas Sarkozy. Celui qui portera de 60 à 62 ans l'âge légal de départ à la retraite. Modeste, pragmatique, discret - pas bling-bling pour un sou -, Eric Woerth devait

incarner la phase austère du quinquennat. N'a-t-il pas fait ses preuves au Budget, lui qui a lancé la chasse aux contribuables suspectés d'évasion fiscale tout en défendant, sans état d'âme, le bouclier fiscal et le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux ? Il faut sauver le soldat Woerth.

### **Réel désarroi.**

Hier, le conseiller social de l'Elysée, Raymond Soubie, le secrétaire général de l'UMP, Xavier Bertrand, et une demi-douzaine de ministres l'ont accompagné pour son *Grand Jury* dans le studio de RTL. Sans convaincre, Eric Woerth a certifié qu'il ne se sentait «*pas affaibli, ni moralement ni physiquement*». Soulignant que ses qualités de «*montagnard*» lui donnaient une forte «*capacité de résistance*», le ministre alpiniste a martelé qu'il n'avait commis «*aucune négligence*» et qu'il restait par conséquent «*parfaitement serein*». Le ton de colère mal contenue donnait pourtant à entendre un réel désarroi.

«*Cercle premium*». «*C'est vrai, je*

*connais beaucoup de gens*», a-t-il admis alors qu'on l'interrogeait sur les remises de légions d'honneur et les dîners avec Robert Peugeot et Patrice de Maistre. Diplômé d'HEC, comme son épouse Florence, Eric Woerth, maire de Chantilly (Oise) et trésorier de l'UMP, connaît beaucoup de riches contribuables. Ceux qu'il rencontre autour du célèbre champ de course de sa ville. Ceux qui forment le «*premier cercle premium*» des donateurs les plus fortunés du parti de Sarkozy. L'an dernier, les membres de ce club avaient eu droit à une réception dans les salons d'un palace parisien. Un député socialiste, Christian Eckert, s'était interrogé : «*Ministre des Comptes publics, censé combattre l'évasion et la fraude fiscale : est-ce compatible avec votre fonction d'animateur du club des financeurs de l'UMP ?*» «*Je ne sais pas ce que vous essayez de démontrer au travers de votre question stupide*», s'était emporté le ministre sur un ton inhabituellement agressif. «*Serein*», Eric Woerth ?

**ALAIN AUFFRAY**



Samedi 26 Juin 2010

## Cuisine

### « Pas de trêve pendant l'été »

**Éric Aubin, dirigeant de la CGT en charge des retraites, explique comment le syndicat compte maintenir la pression sur le gouvernement jusqu'à la rentrée.**

La mobilisation de jeudi a rassemblé deux fois plus de monde que la précédente, le 27 mai, contre la réforme des retraites. Qu'en dégagez-vous ?

Éric Aubin. Cela signifie que les salariés ont compris que cette réforme était injuste et inacceptable en l'état. Nous avons montré que le coût de cette réforme était assuré à 85 % par les salariés puisque l'état leur demande 22,6 milliards d'euros alors que les hauts revenus et les entreprises n'assureront que 4,4 milliards d'euros du financement. Le déséquilibre est flagrant. C'est également la réforme la plus dure des pays européens, puisque le gouvernement joue sur les deux tableaux, à la fois le recul de l'âge de départ et la durée de cotisation. Christine Lagarde nous disait, en off, que les marchés financiers allaient apprécier. Ensuite, c'est une réforme qui va coûter très cher aux jeunes, mais aussi à ceux qui sont rentrés tôt sur le marché du travail et surtout aux femmes. Aujourd'hui, 28 % d'entre elles doivent travailler jusqu'à

soixante-cinq ans pour bénéficier d'une retraite à taux plein. Si la réforme passe, elles devront travailler jusqu'à soixante-sept ans, sinon leur niveau de pension baissera.

Qu'attendez-vous du gouvernement après cette forte mobilisation ?

Éric Aubin. Que le président de la République prenne en compte le mouvement de colère qui s'est exprimé aujourd'hui et qu'on puisse ouvrir une véritable négociation, en réunissant tous les partenaires autour de la table sur ce que pourra être la réforme des retraites demain. Un premier acte serait de ne pas soumettre le texte à l'examen au Conseil des ministres du 13 juillet.

Pensez-vous que cette manifestation sera suffisante ?

Éric Aubin. Si le gouvernement a prévu de faire passer son projet durant la période estivale, c'est qu'il espère faire retomber la mayonnaise. Or, c'est mal connaître les salariés : à plusieurs reprises déjà, ils ont montré qu'ils étaient prêts à réintervenir après une période difficile. A la CGT, nous avons prévu plusieurs

initiatives durant l'été pour continuer à mettre la pression et à préparer la rentrée de septembre.

Lesquelles ?

Éric Aubin. Le 13 juillet, nous allons organiser des rassemblements devant les préfetures. Puis nous avons élaboré un matériel de communication analysant le projet de loi, qui va paraître la semaine prochaine. Nous avons prévu de le distribuer dans les lieux de vacances et les centres de loisirs. Nous allons également intervenir auprès des permanences des députés puisque le 7 septembre le débat parlementaire va être engagé. Toutes ces initiatives seront discutées lors de l'intersyndicale du 29 juin, tout comme lors de celles de la rentrée. Aujourd'hui, tout nous incite à dire que dès la rentrée de septembre, il faudra prévoir des initiatives d'ampleur pour faire plier le gouvernement.

**Entretien réalisé par Clotilde Mathieu**



Edition de La Tribune Numérique

Samedi 26 Juin 2010

## Editos et opinions

### « Une manifestation réussie, c'est évident »

**Au lendemain des manifestations du 24 juin, qui ont réuni entre 800.000 et 1,9 million de personnes dans toute la France, le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly a déclaré sur i-Télé : « Il y avait une manifestation hier qui était réussie, c'est évident. » Décryptage.**

Propos recueillis par Valérie Segond

---

GUY GROUX, DIRECTEUR DE RECHERCHE AU CEVIPOF

Jean-Claude Mailly dit d'abord une évidence: la manifestation du 24 juin a mobilisé beaucoup plus de monde que n'importe laquelle des manifestations qui se sont déroulées en 2010. S'il a pu le dire, c'est aussi parce que celle organisée le 15 juin pour le retrait du projet, à l'initiative de la seule FO, était déjà une réussite, mobilisant entre 25.000 et 70.000 personnes.

Mais si le secrétaire général le dit aujourd'hui, c'est peut-être également parce qu'il est en train de changer de stratégie. Alors qu'en 2009, il considérait que la multiplication des appels à manifester risquait de finir par lasser les Français, il reconnaît aujourd'hui que les appels à manifester continuent à emporter l'adhésion de nombreux salariés. Cela révèle une attitude plus conciliante à l'égard du front commun, constitué de la CFDT, CGT, CFTC, FSU, SUD et Unsa. Et ce revirement pourrait conduire à un rapprochement de grande ampleur pour septembre, quand devrait être voté le projet de loi.

Maintenant, est-ce qu'une mobilisation de plus grande ampleur à la rentrée a quelque chance d'aboutir au retrait du texte, que demande par ailleurs Jean-Claude Mailly? Je n'y crois guère. Même s'ils n'apprécient pas la méthode, les Français savent que la politique du gouvernement s'inscrit dans les

politiques d'austérité conduites aujourd'hui dans toute l'Europe, et que la réforme du système de financement des retraites est inévitable.

Et pour Nicolas Sarkozy, c'est la dernière grande réforme avant la fin de son mandat: il n'y renoncera pas car il n'y a pas intérêt. Aussi est-il probable que la mobilisation, si elle se renforce, aboutira tout au plus à quelques concessions du gouvernement sur les questions sensibles de la pénibilité ou des carrières à trous.

---

HUBERT LANDIER, EXPERT EN RELATIONS SOCIALES

Par ces quelques mots, Jean-Claude Mailly indique qu'il veut rentrer à nouveau dans le jeu de l'action intersyndicale, et qu'il se joindra probablement à une journée syndicale unitaire. Pour autant, l'unité syndicale potentiellement retrouvée annonce-t-elle un mouvement de grande ampleur à l'automne? C'est loin d'être sûr.

Les Français perçoivent que les organisations syndicales se sont mises dans une attitude de déni du problème démographique. Ils savent qu'une réforme est nécessaire. Pour qu'elles parviennent à véritablement mobiliser les Français, il faudrait que les centrales syndicales aient des propositions constructives et crédibles sur les sujets qui cristallisent les protestations: la pénibilité, les carrières longues sont de vrais sujets.

Or le fait est que les confédérations

syndicales se trouvent dans une position profondément contradictoire: d'un côté, elles réclament à cor et à cri plus d'équité; de l'autre, elles sont prisonnières du corporatisme de certaines professions qui entendent défendre des statuts spécialement avantageux, et qui s'apparentent à des privilèges, comme les régimes spéciaux ou le régime de la fonction publique dans lequel le salaire de référence de la retraite est toujours constitué de la moyenne des six derniers mois contre les 25 meilleures années pour le privé. Et c'est précisément pour cela que les efforts pour le rééquilibrage financier du système ne reposent pas sur tous de la même manière.

En digne représentant de FO, Jean-Claude Mailly est l'archétype de cette défense des corporatismes, du cartel des avantages acquis dont les bénéficiaires cherchent le maintien sans considération pour l'intérêt général.

---

PIERRE-ÉRIC TIXIER, SOCIOLOGUE, PROFESSEUR à SCIENCES PO

Ce revirement qui ne dit pas son nom souligne en creux l'énigme qu'est fréquemment la stratégie de FO: en vertu de quelle rationalité a-t-elle tenu à avoir une position distincte des autres organisations, sachant que les positions autonomistes des syndicats sont toujours critiquées par les salariés? Ce qui est sûr, c'est qu'il reconnaît implicitement que le succès de ces manifestations invalide cette stratégie. Aujourd'hui, les

organisations syndicales comme le gouvernement lui-même n'ont pas de maîtrise des mobilisations sociales. Plus personne n'est capable de dire si la mobilisation sera massive ou non, ni quelles sont la nature et l'intensité du rapport de force qui se construit. Car les mouvements sociaux sont devenus autonomes de la représentation syndicale.

Cela ne veut pas nécessairement dire que la mobilisation sera faible, mais seulement qu'elle leur échappe largement, donc chacun attend pour prendre position. Les mobilisations sociales avec la question de la fonction publique pourrait d'ailleurs prendre une certaine vigueur à la rentrée, car son mécontentement a plusieurs racines qui s'entremêlent: de la réduction des effectifs au gel possible des rémunérations pendant trois ans, en passant par une harmonisation progressive de leur régime de retraite sur celui des salariés du privé, même si le salaire de référence sera toujours calculé sur six mois. Et en ce sens, ce mouvement aurait des traits communs avec celui de 1995, où l'opposition à la transformation des entreprises publiques et à l'ouverture du capital s'était conjuguée à la défense des régimes spéciaux. Aussi cette conjonction pourrait-elle

aujourd'hui encore mener à une mobilisation majeure.

En clair, si la fonction publique se mobilise sur la réforme des retraites, c'est la goutte d'eau. Ce qui est en débat, c'est surtout une gestion plus fine de la réforme de l'État que celle qu'a menée le gouvernement jusque-là, car la gestion en masse des effectifs de la fonction publique n'est clairement pas adaptée. Ce ne sera pas la première fois que Jean-Claude Mailly, dont la stratégie est ambiguë, change de position. Car, comme André Bergeron en son temps, il reste pris en tenailles entre les réformistes et l'extrême gauche, ce qui fait de FO un regroupement hétérogène difficile à mener.

- - -

JEAN-MARC LE GALL, CONSEIL EN STRATÉGIE SOCIALE

S'il n'a pas appelé à la manifestation, Jean-Claude Mailly a compris qu'il s'était bien passé quelque chose ce 24 juin. Et qu'en dépit de la lucidité des Français sur la nécessité de la réforme, ils restent irrités par deux choses : la non-exemplarité de nos élites politiques au moment où l'on va demander des efforts notables aux Français et le caractère asymétrique et non équitable de cette réforme,

sachant que les carrières longues comme les carrières à trous ou descendantes seront clairement pénalisées par la réforme.

Est-ce que cela va prendre ? Cela dépendra des gestes que fera le gouvernement, sur la réforme elle-même comme sur la moralisation de la vie de nos responsables politiques. Cela dépendra aussi des calculs que chacun fera pour soi-même, et qui l'amèneront à mesurer concrètement ce que cette réforme va lui coûter. Car une réforme des retraites est une réforme viagère, dont l'impact porte sur au moins quinze années de revenus. Le cumul des efforts peut donc se révéler très substantiel. En d'autres termes, pour le pacte social, c'est du lourd!

Si les fédérations n'ont clairement pas la main sur ces mouvements sociaux, une convergence des mécontentements du privé et du public pourrait bien se produire à la rentrée. En «free rider» des mouvements sociaux, Jean-Claude Mailly est en train, l'air de rien, au détour d'une petite déclaration qui ne paie pas de mine, de faire amende honorable et de se rallier!

# Le Monde

Samedi 26 Juin 2010

Une

**Editorial**

## Les hypothèques de la croissance et du chômage

*Il n'y a pas de magie en matière de retraites* ", assurait Eric Woerth, le 16 juin, en présentant le projet de réforme du gouvernement. Le ministre du travail parle d'or. Mais il aurait pu ajouter qu'il n'y a pas non plus de magie en matière de croissance, de chômage, de déficits et de protection sociale. Dans un climat délétère, où les affaires qui s'accumulent mettent en jeu une certaine éthique du pouvoir, Nicolas Sarkozy devrait veiller à ne pas être dans le déni de réalité face à une conjoncture économique et sociale de plus en plus décalée par rapport à ses espérances.

La croissance patine. Elle a été de 0,1 % au premier trimestre. Après une forte récession en 2009 (- 2,5 %), le produit intérieur brut devrait voir sa progression limitée à 1,4 % en 2010. Quant au chômage, il ne décroît pas, et l'Insee, dans sa dernière note de conjoncture, prévoit au mieux sa " *stabilisation* " autour de 9,5 % de la population active, soit son plus haut niveau depuis dix ans. Encore s'agit-il d'une prévision plutôt optimiste, après l'annonce d'une forte poussée du chômage en mai. Comme le dit

joliment Christine Lagarde, la ministre de l'économie, " *les effets sur l'emploi de la crise n'ont pas disparu* ".

Non seulement les effets de la crise n'ont pas disparu, mais ils plombent les perspectives économiques et sociales. Le niveau élevé du chômage rend illusoire une reprise de la consommation au second semestre 2010. Après le Fonds monétaire international et la Commission européenne, la Cour des comptes vient de doucher les espérances de l'exécutif : au lieu des 2,5 % espérés par Bercy en 2011, la croissance ne devrait progresser que de 1,8 %.

Or qui dit moins de croissance dit moins de recettes. Cela rend aléatoire l'objectif d'économie sur les dépenses - 20 milliards d'euros par an pendant trois ans - nécessaire pour réduire les déficits structurels. Une hausse des prélèvements apparaît à court terme inéluctable, alors que la situation des comptes sociaux lourdement déficitaires est alarmante.

De telles perspectives jettent une ombre sérieuse sur la réforme des retraites. Celle-ci suppose - comme

celle de 2003 - un retour progressif au plein-emploi, avec un taux de chômage de l'ordre de 5 %, permettant à la fois une baisse des cotisations d'assurance-chômage et un gain de recettes pour l'assurance-vieillesse.

A l'inquiétude ambiante s'ajoute un doute sur la capacité de l'exécutif à sortir de la crise. Au-delà des querelles de chiffres, la journée d'action du 24 juin a rassemblé deux fois plus de manifestants que le 27 mai. La grogne monte sur l'idée que la réforme, notamment sur la pénibilité et les carrières longues, ne répond pas aux exigences d'équité. Là encore, M. Sarkozy a semblé être dans le déni de réalité. Alors que des centaines de milliers de Français manifestaient, il recevait un des " *23 grévistes* " , selon le mot de Bernard Thibault, de l'équipe de France de football. " *Il passe son temps à écouter les états d'âme d'un footballeur qui gagne 15 millions par an* " , commentait François Chérèque. Au risque d'accroître le divorce avec " la France d'en bas " .

Lundi 28 Juin 2010

## France

### **Seniors : l'aide à l'embauche devrait être assortie d'une obligation d'emploi de deux ans**

**Christine Lagarde a indiqué que le budget de l'Emploi serait concerné par le rabot de 5 % sur les dépenses d'intervention en 2011.**

La perspective du report de l'âge légal de la retraite de 60 à 62 ans rend d'autant plus sensible la question de l'emploi des seniors. Jeudi, les mauvais chiffres du chômage de mai, dont la hausse a particulièrement touché les plus de 50 ans, n'ont pu qu'attiser les craintes. Le gouvernement cherche donc à muscler les dispositifs en faveur de l'emploi des seniors, sans apparaître trop généreux avec les entreprises. Ce n'est certainement pas étranger aux précisions apportées vendredi matin par la ministre de l'Economie et de l'Emploi, Christine Lagarde, sur le dispositif « zéro charges seniors ».

#### Effet d'aubaine limité

L'article 16 du projet de réforme des retraites est assez laconique. Il évoque une exonération totale de charges patronales au niveau du smic bénéficiant à toutes les entreprises. L'âge plancher d'embauche a été fixé

à 55 ans. La durée envisagée de l'exonération est de douze mois maximum. Le projet de loi prévoit que peuvent en bénéficier les CDI mais aussi les CDD d'au moins six mois. Cela ne met cependant pas totalement à l'abri d'un effet d'aubaine, certes plus limité que dans la mesure précédente « zéro charges TPE » (pour toutes les embauches). Pour y remédier, et éviter que des employeurs ne se séparent du salarié senior au bout d'un an, la ministre a indiqué être « en train de réfléchir à un mécanisme qui s'appliquerait pendant cette période [d'exonération de charges] d'une année mais qui nécessiterait également que le salarié soit conservé une année supplémentaire ». Elle a ajouté que « si d'aventure l'employeur avait besoin de licencier pour des raisons qui ne seraient pas économiques, on pourrait très bien envisager un rappel des cotisations pour non-respect de l'engagement de maintien du salarié

senior dans l'emploi pour une durée égale au double de la période où il y a eu des exonérations de charges ». En clair : l'obligation d'emploi serait de deux ans, sous peine de devoir rembourser l'aide.

Christine Lagarde a par ailleurs indiqué que le budget de l'Emploi allait lui aussi être concerné par les économies imposées par Matignon sur les dépenses d'intervention des ministères (5 % en 2011, 10 % d'ici à 2013). Le nombre de contrats aidés devrait notamment être réduit progressivement sur trois ans. Surtout, le taux de subvention (grimpé à 90 %) devrait être abaissé dès l'an prochain.

**L. DE C.**



Samedi 26 Juin 2010

## Repères

### Attendez-vous à apprendre

## Retraites : le second front

C'est fou ce qu'un bon calendrier peut arranger un gouvernement. En effet, même si les manifestations syndicales contre la réforme des retraites ont fait le plein le 24 juin, Nicolas Sarkozy est assuré de trois mois de répit. Il n'y aura pas de grève le 13 juillet lors de l'adoption du projet de loi Woerth en Conseil des ministres. Ni le 7 septembre lors de l'examen du texte en séance publique à l'Assemblée nationale réunie en session extraordinaire. Mais cela ne veut pas dire que le ministre du Travail pourra souffler pour autant. Il faudra vite faire face à un adversaire bien plus pernicieux que les syndicalistes : les élus de la majorité. C'est fou ce qu'une réforme « grand public » peut aiguïser les appétits des élus en mal de publicité. A commencer par Denis Jacquat, le rapporteur du texte qui annonce déjà un amendement pour « *des fonds de pension à la française* ». Pour y

parer, le Premier ministre prévient : il n'acceptera aucune « *niche fiscale* » dans le texte retraites. Il faudra aussi affronter le Nouveau Centre, qui souhaite se singulariser d'ici à 2012, et préconise l'alignement complet du régime des fonctionnaires sur le privé et une hausse de la CSG. La villepiniste Marie-Anne Montchamp, de son côté, exigera une hausse du CRDS pour rembourser la dette sociale. Des hausses d'impôts ? Ambiance garantie dans la majorité, même si l'issue négative ne fait aucun doute. Surtout, les imperfections manifestes du projet de loi laissent présager de belles passes d'armes. Par exemple sur la pénibilité. Le dispositif inventé par Eric Woerth soumet un départ à 60 ans à la condition d'une incapacité de travail de 20 % constatée par la médecine du travail. Tellement restrictif et impopulaire qu'il ouvre le champ à Xavier Bertrand, patron de

l'UMP et ancien ministre du Travail, qui lui, se distingue en préconisant depuis plusieurs semaines un dispositif beaucoup plus ouvert et libéral, proche des thèses de la CFDT. Le match entre les deux cadors sera arbitré par l'Elysée.



**Xavier Bertrand et Eric Woerth :  
des thèses opposées.**

**Hervé Nathan**

**Europe et international**

# Le Monde

Samedi 26 Juin 2010

## Politique

### Les Européens se mobilisent contre la rigueur

#### Retraites en France, mesures inévitables ailleurs... le mécontentement social augmente

A l'exception de la Grande-Bretagne, où le plan de rigueur est perçu comme juste, les opinions publiques européennes manifestent jour après jour leur mécontentement.

**Allemagne** Les mesures d'économie font porter le plus gros des efforts sur les groupes sociaux les plus pauvres : les chômeurs de longue durée, les bénéficiaires de l'aide sociale et les familles. Sur les 80 milliards d'euros d'économies qui devront être réalisées d'ici à 2014, 40 % concerneront le secteur social alors que les plus hauts revenus ne seront pas mis à contribution.

Face au plan d'austérité adopté par le gouvernement conservateur libéral début juin, les protestations se multiplient. Deux manifestations organisées à Berlin et à Stuttgart ont rassemblé entre 10 000 et 20 000 personnes. Événement exceptionnel, les chefs des deux partis de gauche, Sigmar Gabriel (SPD) et Klaus Ernst (Die Linke), se sont associés pour contester un plan qu'ils considèrent comme une " *menace pour la paix sociale* ". La fédération des syndicats DGB annonce d'autres actions de contestation à l'automne. La presse allemande s'interroge sur le maintien en l'état d'un plan d'austérité jugé " injuste " par 79 % de la population et par de nombreux députés de la majorité.

**Espagne** Avec les augmentations d'impôts annoncées et la réduction de certains avantages sociaux, le gouvernement est accusé de pénaliser les revenus les plus modestes. La cote de popularité de José Luis

Rodriguez Zapatero, le chef du gouvernement socialiste, est tombée au plus bas dans les sondages depuis l'annonce de son plan de rigueur, à la mi-mai. Selon une étude de l'Institut Metroscopia, 86 % des Espagnols lui font peu ou pas confiance. Mais 73 % des personnes interrogées pensent que le Parti populaire (PP, droite) ne ferait " *pas mieux* ". Ce sentiment d'inéluctabilité de la crise explique en partie la faible participation à la grève de la fonction publique organisée par les syndicats le 8 juin.

Le mécontentement social est cependant monté d'un cran avec l'adoption, le 16 juin, d'une réforme du marché du travail visant à assouplir le droit des licenciements. Les organisations syndicales ont lancé, pour la première fois depuis 1994, un mot d'ordre de grève générale pour le 29 septembre.

**Portugal** Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté le 29 mai contre le plan d'austérité du gouvernement socialiste de José Socrates. Il s'agissait du premier signe de mécontentement populaire après l'annonce, le 13 mai, de hausses d'impôts et de coupes budgétaires qui s'ajoutaient au gel, pendant quatre ans, des salaires dans la fonction publique. D'autres mouvements devraient suivre. " *Nous sommes prêts à toutes les formes de résistance autorisées par la Constitution* ", a ajouté Manuel Carvalho da Silva, le secrétaire général de la CGTP, principale organisation syndicale, sans exclure une grève générale.

**Grèce** " *Plutôt que de couler, les*

*Grecs ont accepté de s'entasser dans les canots de sauvetage, ils ne sont évidemment pas contents mais ils rament.* " Pour l'analyste politique Thomas Gerakis, le gouvernement socialiste, élu en octobre dernier, conserve le soutien de l'opinion. Et ce malgré l'annonce d'une cinquième grève générale pour le 29 juin. Impulsée par des syndicats en perte d'influence, cette mobilisation semble s'essouffler.

**Italie** C'est ce vendredi 25 juin que la mobilisation contre le plan d'austérité du gouvernement Berlusconi doit atteindre son sommet, la grève générale. Des manifestations sont prévues un peu partout dans le pays. Mais le front syndical s'est divisé : les plus modérées, CISL et UIL, se sont déclarées, en effet, " ouvertes " aux mesures d'austérité contenues dans le plan de 24,9 milliards fondé essentiellement sur un gel de trois ans des salaires des fonctionnaires, une réduction de 10 % des budgets des ministères et des coupes drastiques dans les fonds transférés aux collectivités locales.

**Grande-Bretagne** Les Britanniques, pour l'heure, soutiennent largement le plan d'austérité présenté mardi 22 juin pour éliminer le déficit budgétaire le plus important qu'ait connu le pays depuis la Seconde Guerre mondiale. Malgré l'ampleur des baisses de dépenses publiques et des hausses d'impôts prévues (113 milliards d'ici à cinq ans), ils se déclarent satisfaits de la politique budgétaire du nouveau gouvernement de coalition. Dans un sondage réalisé par l'institut YouGov et publié par le *Sun*, jeudi, ils sont 57 % à juger que



George Osborne, le ministre de l'économie, a pris les bonnes décisions et 23 % à penser le contraire. Plus de la moitié des sondés estiment ce budget " *juste* ", alors que M. Osborne a martelé que les " *riches seraient plus mis à*

*contribution que les pauvres* ". Une affirmation que l'Institute for Fiscal Studies, le think-tank de référence dans les dossiers budgétaires, a contredite, mercredi.

**Salvatore Aloïse, Cécile Boutelet,**

**Catherine Georgoutsos, Virginie Malingre**

Tous droits réservés : Le Monde  
B29243628D80330205BB15B0F905012F6DA94C0857F36504C6E933A

Diff. 367 153 ex. (source OJD 2005)

[Retour Sommaire](#)